



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 17 – 2 au 16 novembre 2022

Sommaire

Fait marquant

- L'*Online Safety Bill* pourrait être abandonné s'il n'est pas inscrit rapidement à l'ordre du jour du Parlement

Economie numérique et régulation

- La Commission du *Department for Digital, Culture, Media and Sport* de la Chambre des communes a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les *NFT* et la *blockchain*

Télécommunications et réseaux

- L'*Ofcom* a publié une stratégie visant à favoriser l'utilisation du spectre radioélectrique par les systèmes satellitaires à orbite non géostationnaire

Données et intelligence artificielle

- L'*Information Commissioner's Office* a adressé un blâme au *Department for Education* pour l'utilisation abusive et prolongée des informations personnelles de 28 millions d'enfants

Cyber-sécurité

- Le Royaume-Uni, le Canada et Singapour s'engagent à travailler conjointement afin de promouvoir des mesures de cybersécurité pour les objets connectés
- Rapport : [National Cyber Security Centre, Annual Review 2022](#)

Ecosystème tech

- La secrétaire d'Etat au commerce international britannique appelle le R-U à investir dans les technologies vertes innovantes afin de « préparer l'avenir » de l'économie
- Rapport : [Equity Investment Market Update, Q3 2022, Beauhurst](#)

🔔 Fait marquant : L'*Online Safety Bill* pourrait être abandonné s'il n'est pas inscrit rapidement à l'ordre du jour du Parlement

Selon le média [i](#) qui a pu avoir accès à des documents internes du *Department for Digital, Culture, Media and Sport*, des fonctionnaires du ministère ont averti les ministres qu'ils devaient « *décider s'il faut progresser avec la version du projet de loi de juillet 2022, ou s'il faut proposer des changements au régime des contenus légaux mais nuisibles, ce qui prolongera son délai d'adoption par le Parlement* ». Si le texte n'était pas présenté rapidement au Parlement, il y aurait alors « *un risque réel pour que le comité parlementaire des affaires et de la législation retire le projet de loi s'il juge qu'il ne sera pas adopté à temps* ». Le projet de loi avait déjà été reporté lors de la dernière session parlementaire, et selon les règles du Parlement, aucun projet de loi ne peut être reporté une seconde fois. Cela signifie que le projet de loi doit être adopté par la *House of Commons* et passer par toutes les étapes de la *House of Lords* d'ici avril 2023. Les fonctionnaires estiment cependant que les délais sont incroyablement serrés, des textes législatifs comparables, tels que le projet de loi sur la protection des données, nécessitant quatre mois pour être adoptés par les Lords. Les militants et les partis d'opposition estiment ainsi que pour éviter que le projet soit supprimé, il devra être adopté par la *House of Commons* avant Noël. Le 9 novembre, lors de la séance de questions au Premier ministre, Rishi Sunak a refusé de s'engager à inscrire le projet de loi à l'ordre du jour du Parlement au mois de novembre et a simplement assuré que le texte serait présenté « *en temps voulu* ».

🌐 Economie numérique et régulation

1 La Commission du *Department for Digital, Culture, Media and Sport* de la Chambre des communes a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les *NFT* et la *blockchain*

Le 3 novembre, la Commission du *Department for Digital, Culture, Media and Sport* de la Chambre des communes a [annoncé](#) l'ouverture d'une enquête sur les risques et avantages des jetons non-fongibles (NFT) et de la *blockchain*. L'enquête visera à déterminer si le marché des NFT présente un danger particulier pour les investisseurs les plus vulnérables, mais également les avantages que les NFT et la *blockchain* pourraient apporter à l'économie britannique. La réglementation des NFT étant inexistante au R-U, cette enquête visera à déterminer si l'adoption d'une réglementation est nécessaire. Une consultation publique est ouverte jusqu'au 6 janvier 2023.

📡 Télécommunications et réseaux

- 1 L'Ofcom a publié une stratégie visant à favoriser l'utilisation du spectre radioélectrique par les systèmes satellitaires à orbite non géostationnaire

Le 10 novembre, l'*Office of Communications* (régulateur des télécommunications – Ofcom) a publié un [plan](#) visant à favoriser la croissance et l'innovation des utilisateurs du spectre radioélectrique, dont une [stratégie](#) visant à soutenir le secteur spatial et à exploiter le potentiel des services de communication par satellite. Les opérateurs de satellites seront ainsi autorisés à accéder à davantage de bandes de fréquence et pourront ainsi fournir une gamme plus large de services à large bande. Cela inclut les systèmes satellitaires à orbite non géostationnaire (NGSO) tels que *OneWeb* ou *SpaceX*, qui permettent notamment la fourniture par satellites du haut débit dans les zones reculées.

🌐 Données et intelligence artificielle

- 1 L'*Information Commissioner's Office* a adressé un blâme au *Department for Education* pour l'utilisation abusive et prolongée des informations personnelles de 28 millions d'enfants

Une [enquête](#) de l'*Information Commissioner's Office* (autorité de protection des données personnelles – ICO) a révélé qu'en raison du manque de diligence du *Department for Education* (ministère de l'éducation - DfE), une base de données des dossiers d'apprentissage des élèves a été utilisée par l'entreprise *Trustopia*. Cette société utilisait la base de données de DfE pour permettre la vérification de l'âge des utilisateurs par des sociétés de jeux en ligne. Avec ce partage les informations personnelles des enfants n'étaient pas utilisées pour leur objectif initial, ce qui est contraire à la loi sur la protection des données. L'ICO a adressé un blâme au DfE, dans lequel il énonce les mesures à prendre pour améliorer les pratiques du DfE en matière de protection des données. En juin 2022, John Edwards, l'Information Commissioner, avait annoncé une nouvelle approche destinée à réduire l'impact des amendes à destination du secteur public. Si cette nouvelle approche n'avait pas été mise en place, le DfE aurait été condamné à une amende de plus de 10 M£.

Cyber-sécurité

1 Le Royaume-Uni, le Canada et Singapour s'engagent à travailler conjointement afin de promouvoir des mesures de cybersécurité pour les objets connectés

Le 10 novembre, le Royaume-Uni, le Canada et Singapour, ont publié une [déclaration](#) commune dans laquelle les trois gouvernements s'engagent à collaborer afin de promouvoir des mesures de cybersécurité pour les objets connectés (*Internet of Things* – IoT). Selon la déclaration, les objets connectés offrent d'importants avantages économiques et des normes de cybersécurité doivent être intégrées aux produits dès leur conception afin de ne pas faire peser cette charge sur les consommateurs. Les trois pays vont travailler ensemble pour soutenir l'élaboration de normes internationales et d'orientations industrielles et éviter ainsi la fragmentation du cadre réglementaire et réduire les obstacles pesant sur le commerce et l'industrie.

2 Rapport : [National Cyber Security Centre, Annual Review 2022](#)

Le *National Cyber Security Centre* (centre national de cybersécurité - NCSC) a publié son rapport annuel dans lequel il identifie :

- les principales menaces, risques et vulnérabilités : les attaques par *ransomware* (attaques qui paralysent les réseaux informatiques jusqu'à ce qu'un paiement soit effectué) seraient la plus grande menace pour la sécurité nationale et les entreprises britanniques. La plupart des groupes à l'origine de ces attaques sont basés en Russie et dans les pays adjacents. Jeremy Fleming, directeur des *Government Communications Headquarters* (l'agence britannique de renseignement cyber – GCHQ) a [déclaré](#) que « nous assistons à un changement dans le nombre de ceux qui peuvent mener des cyberattaques. Ce changement nous amène à penser que la disponibilité commerciale de cybercapacités augmentera la menace future pour la cybersécurité du Royaume-Uni » ;
- les éléments de résilience : 2,1 millions de campagnes de cyberattaques auraient été déjouées cette année par le NCSC ;
- les mesures à mettre en œuvre pour assurer la sécurité des technologies ;
- le soutien à apporter à l'écosystème de cybersécurité britannique.

Ecosystème tech

1 La secrétaire d'Etat au commerce international britannique appelle le R-U à investir dans les technologies vertes innovantes afin de « préparer l'avenir » de l'économie

Dans un [discours](#) prononcé lors de la *Green Trade and Investment Expo*, Kim Badenoch, ministre (*Secretary of State*) du commerce international a déclaré « *il est temps de préparer l'avenir de notre économie en investissant dans les technologies vertes de pointe, en protégeant notre sécurité énergétique à long terme et en créant des milliers d'emplois dans les industries du futur* ». La ministre a rappelé que le gouvernement britannique avait déjà réussi à attirer 20 Md£ d'investissements verts et a déclaré qu'elle était déterminée à « *stimuler la croissance économique et niveler par le haut le Royaume-Uni pour les générations à venir* ». Dans son [Climate Tech Report 2022](#), TechNation estime que les investissements dans les technologies vertes augmentent rapidement au R-U et qu'ils devraient s'opposer à la tendance à la baisse des investissements technologiques. Au R-U, les investissements dans les technologies climatiques ont déjà atteint 6,54 Md£ en 2022, contre 3,48 Md£ l'année précédente. Selon le rapport, le Royaume-Uni pourrait également voir les entreprises du secteur *ClimateTech* lever environ 17,4 Md£ par an d'ici 2030. Le R-U serait en effet le deuxième pays après les Etats-Unis en nombre d'entreprises *ClimateTech*. Le rapport note toutefois que les ambitions du Royaume-Uni en matière de technologie climatique restent tributaires de la politique gouvernementale et pourraient pâtir de l'investissement limité du pays dans la recherche et le développement (selon une [étude](#) de l'*Institute for Public Policy Research* (IPPR), la part du Royaume-Uni dans les investissements mondiaux en recherche et développement (R&D) a chuté d'un cinquième depuis 2014).

2 Rapport : [Equity Investment Market Update, Q3 2022, Beauhurst](#)

La plateforme *Beauhurst* a publié son rapport sur l'*Equity Investment Market* britannique au Q3 2022 :

- l'activité d'investissement a diminué, avec 2,76 Md£ investis dans des entreprises privées britanniques au cours du Q3, à travers 518 tours de table annoncés ;
- le volume des transactions et les montants levés ont diminué à tous les stades, parallèlement à une baisse significative des premières levées de fonds ;
- environ une transaction sur deux concerne une entreprise dont le siège est à Londres ;
- le secteur des *CleanTech* a obtenu la moitié des *megadeals* annoncés ;

- tous les secteurs technologiques à forte croissance du Royaume-Uni ont été touchés par la baisse des investissements; le volume des transactions dans le secteur des sciences de la vie a chuté de 43 %, tandis que le financement des *Fintech* a chuté d'un tiers.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 2 et 16 novembre 2022 :

- [Job Protocol](#), *HRTech* (plateforme de recrutement en ligne basée sur la technologie de la blockchain), [Pre-Seed Round, 1,3 M£](#)
- [LiNa Energy](#), *EnergyTech* (start-up développant une batterie au sodium), [Seed Round, 3 M£](#)
- [Eterlast](#), *Web3* (plate-forme de jeux en ligne basée sur la blockchain), [Seed Round, 3,7 M\\$](#)
- [Solvo.ai](#), *AI* (entreprise qui développe une plate-forme basée sur l'IA afin d'améliorer l'agilité et la résilience des chaînes d'approvisionnement), [Seed Round, 3,48 M£](#)
- [Carbon Re](#), *ClimateTech* (entreprise développant une plate-forme détectant les inefficacités dans les industries à forte consommation d'énergie), [Seed Round, 4,2 M£](#)
- [KodyPay](#), *FinTech* (entreprise proposant un logiciel permettant d'accepter les paiements en ligne dans les lieux physiques tels que les restaurants), [Seed Round, 4,4 M£](#)
- [Worldr](#), *Messaging* (plate-forme développant un logiciel de souveraineté des données de messagerie à destination des entreprises), [Seed Round, 8 M\\$](#)
- [Plend](#), *FinTech* (entreprise proposant un service de « prêt éthique » ne prenant pas en compte l'historique financier des individus pour l'octroi d'un prêt), [Seed Round, 40 M£](#)
- [TOffeeAM](#), *3D Printing* (start-up spécialisée dans les logiciels d'impression 3D utilisés par les entreprises telles que *Boeing* et *Rolls Royce*), [Série A, 5 M£](#)
- [Daye](#), *FemTech* (entreprise proposant un service d'abonnement à des produits d'hygiène intime féminine et qui souhaite développer un test de dépistage des infections vaginales à domicile), [Série A, 10 M£](#)
- [Healios](#), *HealthTech* (plate-forme fournissant un soutien numérique en matière de santé mentale aux enfants, aux jeunes et aux familles confrontés à des troubles tels que l'autisme et le TDAH), [Série B, 14 M£](#)
- [CloudPay](#), *FinTech* (entreprise qui fournit des solutions de gestion de paies, de trésorerie et de paiement à la demande aux entreprises multinationales), [Private Equity, 50 M\\$](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international